

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

ALMA

Société par actions simplifiée au capital de 377.633,88 euros
Siège social : 176 Avenue Charles de Gaulle – 92522 Neuilly-sur-Seine
839 100 575 RCS Nanterre
(la « Société »)

A. — Comptes clos au 31 décembre 2024**I. — Bilan actif et passif**
(En milliers d'Euros)

ACTIF	Notes	31/12/2024 Exercice 12 mois	31/12/2023 Exercice 12 mois
CRÉANCES SUR LES EC ET ASSIMILÉS	1	65,730	61,701
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE ACTIF	2	32,020	27,433
OBLIGATION ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	3	0	24,745
PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES		0	0
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4	9,944	13,541
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4	246	541
AUTRES ACTIFS	5	11,834	3,074
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF	6	1,801	785
TOTAL ACTIF		121,576	131,820

PASSIF	Notes	31/12/2024 Exercice 12 mois	31/12/2023 Exercice 12 mois
DETTES EC ET ASSIMILÉES	7	10,934	15,222
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE PASSIF	9	18,707	13,680
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	8	13,275	13,300
AUTRES PASSIFS	10	19,863	16,872
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	11	456	486
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	12	285	285
CAPITAUX PROPRES	13	58,055	71,974
DONT RÉSULTAT DE L'EXERCICE		-13,987	-28,233
TOTAL PASSIF		121,576	131,820

II. — Hors bilan

	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DONNÉS	15,667	12,531
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS	15,445	12,531
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	222	
ENGAGEMENTS SUR TITRES		
ENGAGEMENTS REÇUS	0	0
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS SUR TITRES		

III. — Compte de résultat

(En milliers d'euros)	Notes	31/12/2024 Exercice 12 mois	31/12/2023 Exercice 12 mois
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	14	1,689	764
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	15	-1,451	-1,067
Revenus des titres à revenu fixe	16	0	935
COMMISSIONS - PRODUITS	17	63,600	44,339
COMMISSIONS- CHARGE	17	-10,566	-7,114
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	18	-3,153	-10,794
Portefeuille de négociation		0	0
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	19	1,078	1,151
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	19	-274	-2,268
PNB		50,925	25,945
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	20	-41,562	-45,295
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENT	4	-9,220	-6,988
Résultat brut d'exploitation		142	-26,338
COÛT DU RISQUE	21	-14,270	-1,944
Résultat d'exploitation		-14,128	-28,282
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		0	0
Résultat comptable avant Impôts		-14,128	-28,282

Impôts sur les bénéfices	22	141	48
Résultat Net		-13,987	-28,233

IV. — Annexe aux comptes annuels

Présentation de la société

La société Alma a été immatriculée le 16 avril 2018 et il s'agit de son sixième exercice social. Au 31/12/2024, notre Société emploie 292 salariés contre 301 au titre de l'exercice précédent. La Société a pour but de proposer des services de paiements en plusieurs fois (paiement en 1, 2, 3 ou 4 fois) et des financements affectés (à des maturités supérieures à 90 jours) en France et en Europe.

Faits marquants

Durant l'exercice écoulé, la société Alma a continué sur la lancée des exercices précédents, et fait état d'une croissance des volumes toujours soutenue:

- Volume de transactions financées: +32% sur l'année 2024 vs 2023
- Revenu opérationnel en augmentation de 42% sur l'année porté notamment par des efforts de repricing sur la base existante

En Juillet 2024, la société Alma a procédé à l'initialisation et l'ouverture d'un nouveau fonds de titrisation (FCT Alma 2024), pour soutenir sa croissance.

Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture 2024 n'est à mentionner.

Principes et méthodes comptables

Principes généraux d'évaluation et de présentation des comptes sociaux

Les comptes annuels de Alma arrêtés au 31/12/2024 ont été établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Ils respectent la règle de prudence et les conventions de base concernant :

- la continuité de l'exploitation;
- la permanence des méthodes;
- l'indépendance des exercices.

La société Alma clôture son exercice social le 31 décembre.

Correction d'erreur relative à la comptabilisation des opérations liées aux FCT 2021 et traitement comptable du FCT 2024

La méthode de comptabilisation des cessions consistait à constater une décote servant à absorber le coût du risque et les coûts de financements et recouvrement des créances. Cette décote était comptabilisée en charges, jusqu'au paiement par le FCT d'un excess spread, comptabilisé en revenus. La différence entre la décote et l'excess spread représentant le coût réel pour Alma.

Cette méthode avait comme principal défaut de déformer les comptes de la société qui reconnaissait des charges majorées lors de la cession des créances, puis des produits plusieurs mois après la cession.

Conformément à l'article 2422-3 du Recueil banque, nous comptabilisons désormais un actif de surcollatéralisation. Alma cède des créances saines au FCT et ce dernier émet des parts d'une valeur inférieure à la valeur historique. On inscrit donc à l'actif de la société une créance dont la valeur comptable est égale à la valeur de cession correspondant au supplément de créances cédées.

Ainsi, à compter du 1er janvier 2024, Alma a constitué un actif de surcollatéralisation pour les FCT Alma 2021 et FCT Alma 2024, reconnu tous les revenus et coûts prévus sur la durée de vie des créances cédées au fonds par une provision comptabilisée au bilan diminuant cet actif. L'actif net ainsi constitué sera éteint par les flux d'excess spread reçus sur les créances cédées. Ce changement de méthodologie a induit la comptabilisation d'une correction d'erreur sur le FCT 1 pour 261k€, correspondant au delta de reconnaissance de cet actif net, tel qu'il devrait être au 1er janvier 2024.

Evaluation des créances et dettes

Les commissions reçues à l'occasion de l'octroi d'un concours et les commissions versées aux apporteurs d'affaires sur crédits sont rapportées progressivement au résultat suivant une méthode qui revient à les assimiler à des intérêts. Cet étalement est comptabilisé en produits nets d'intérêts au compte de résultat. Au bilan, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction qui font l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné. Les créances et dettes rattachées (intérêts courus ou échus, à recevoir et à payer) sont regroupées avec les postes d'actif ou de passif auxquels elles se rapportent.

Notes sur les comptes de Bilan

NOTE 1 : CRÉANCES SUR LES EC ET ASSIMILÉS

Ce poste regroupe toutes les créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires, sur des établissements de crédit.

A l'exception d'un compte de SICAV, l'exhaustivité de ces créances sont des comptes à vue ouverts dans les livres des banques utilisées par Alma pour son activité. Ces créances ont donc des durées restantes à courir inférieures à 3 mois.

Le compte de SICAV contracté auprès d'un partenaire bancaire a pour objectif de placer les excédents de trésorerie momentanés. Ces créances ont donc une durée restante à courir inférieure à 3 mois.

CRÉANCES SUR LES EC ET ASSIMILÉS	31/12/2024	31/12/2023
<i>A moins de 3 mois</i>	65,730	61,701
Total	65,730	61,701

Unité : k€

NOTE 2 : OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE À L'ACTIF

Ce poste regroupe l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées et les créances affacturées, détenues sur des agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre.

Chez Alma, l'exhaustivité de ces créances est issue de l'activité de paiement en plusieurs fois ou différée et des services de financement de l'entité;

Les produits de BNPL (de l'anglais Buy Now Pay Later) incluent le paiement en 2 fois, 3 fois et 4 fois. et les produits de financements s'étalent d'une maturité allant de 5 mois à 24 mois

Les créances client sont dépréciées en suivant les profils historiques de recouvrement:

- A partir de 30 jours de retard sur les produits de BNPL (P2X au P4X) ;
- A partir de 90 jours de retard pour les offres de financements.

Les créances sur marchands débiteurs sont dépréciées après 90 jours de retard.

Ci-dessous le détail du poste par produit et antériorité:

Opérations avec la clientèle	31/12/2024		31/12/2023
Clients	30,555		26,315
<i>Créances clients</i>	29,606	A	25,954
<i>Créances rattachés</i>	0		164
<i>Créances clients douteuses (brut)</i>	13,269	B	5,690
<i>Dépréciations créances clients</i>	-12,320		-5,493
Marchands	1,465		1,117
<i>Créances marchands</i>	1,465		1,117
<i>Créances marchands douteuses (brut)</i>	1,115		729
<i>Dépréciations créances marchands</i>	-1,115		-729
Total	32,020		27,433

Unité : k€

Créances clients / Produits	31/12/2024
<i>Différé</i>	895
<i>P1X</i>	783
<i>P2X</i>	2,039
<i>P3X</i>	9,241
<i>P4X</i>	13,822
<i>P10X</i>	1,340
<i>P12X</i>	616
<i>P24X</i>	57
<i>Others (P5-P9/P11/P13-23X)</i>	813
Total	29,606

Unité : k€

Créances clients / Echéance	31/12/2024
< 3 mois	26,769
3 - 12 mois	33
1 - 5 ans	2,804
Total	29,606

Unité : k€

Créances clients douteuses / Produits	31/12/2024
Différé	192
P2X	160
P3X	2,425
P4X	6,469
P10X	1,698
P12X	987
P24X	1,250
P1X	21
Others (P5-P9/P11/P13-23X)	66
Total	13,269 B

Unité : k€

Créances clients douteuses / Echéance	31/12/2024
< 3 mois	12,795
3 - 12 mois	395
1 - 5 ans	78
> 5 ans	0
Total	13,269

Unité : k€

Les créances douteuses étant déchues de leur terme au moment de leur déclassement, les échéances résiduelles des créances en défaut à l'arrêté ne sont pas présentées. Une partie de l'incrément (soit 12 038k€) de créances douteuses est dû à l'arrêt de l'activité du FCT 2. Cet arrêt a induit la reconnaissance de créances clients douteuses dans les comptes sociaux, là où l'impact se mesurait dans les comptes consolidés lors des exercices 2022 et 2023.

A noter que la notation à l'octroi pondérant fortement l'historique de paiement des consommateurs et leur niveau global d'exposition, une très faible proportion des créances consommateurs est éligible à des règles de contagion dont les impacts sont pris en compte dans notre modèle de provisionnement.

NOTE 3 : OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENUS FIXES

Les comptes d'obligations et autres titres à revenus fixes étaient exclusivement liés à la détention de titres Alma FCT 2022. Cette entité n'ayant plus d'existence juridique suite à son extinction au cours du troisième trimestre 2024, Alma S.A.S n'a pas d'obligations et autres titres à revenus fixes reportés au 31/12/2024.

OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENUS FIXES	31/12/2023	31/12/2023
Titres de placement - Alma FCT 2022 tranche mezzanine	0	0

<i>Titres d'investissement - Alma FCT 2022 tranche junior</i>	0	38,305
<i>Dépréciation de la tranche Junior</i>	0	-13,560
Total	0	24,745

Parts dans les entreprises liées	31/12/2024	31/12/2023
<i>Titres de participations dans d'autres entreprises à caractère financier - FCT Alma 2022 Tranche Equity</i>	0	0.3
Total	0	0.3

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**Immobilisations incorporelles et corporelles**

Conformément au règlement ANC 2014-03, les immobilisations corporelles sont amorties sur la durée d'utilité correspondant à la durée réelle d'utilisation du bien, en tenant compte, le cas échéant, de leur valeur résiduelle. Un amortissement dérogatoire peut être pratiqué dans les conditions admises par la réglementation, lorsque la durée d'usage admise fiscalement est plus courte que la durée d'utilité du bien ou du composant.

Lorsqu'il existe des indices de perte de valeur tels qu'une diminution de la valeur de marché, l'obsolescence ou la dégradation physique du bien, etc., un test de dépréciation visant à comparer la valeur comptable du bien à sa valeur actuelle est effectué. En cas de comptabilisation d'une dépréciation, la base amortissable de l'actif est modifiée de manière prospective.

Conformément au règlement ANC 2014-03, la valeur brute des immobilisations incorporelles correspond à leur coût historique d'acquisition diminué des amortissements cumulés et le cas échéant, des pertes de valeurs constatées. Les immobilisations incorporelles ayant une durée de vie finie sont amorties sur la durée d'utilité économique et sont soumises à un test de dépréciation chaque fois qu'il existe une indication que l'immobilisation s'est dépréciée. Sous réserve du respect de six critères cumulatifs (faisabilité technique, intention d'achever, capacité à utiliser, avantage économique futur probable, disponibilité des ressources et capacité à évaluer les dépenses attribuables à l'immobilisation de manière fiable), les dépenses de conception détaillée, de réalisation et de maintenance évolutive d'un développement informatique sont comptabilisées en immobilisations incorporelles.

Lesdites dépenses sont amorties à partir du déploiement des développements informatiques dans le système de production, ce qui correspond à la date de début de consommation des avantages économiques qui sont attachés à l'actif. Les frais de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation estimée de l'actif.

Au cours de l'exercice 2024, l'obsolescence de certains projets immobilisés a généré une mise au rebus d'une partie de l'actif immobilisé incorporel pour un total de 3 165k€.

Chez Alma, ces durées sont en moyenne de:

- Matériel de bureau et info : 2 à 3 ans
- Mobilier : 5 ans
- Installations et agencements : 5 ans
- Concessions et droits similaires, brevets, licences: 3 ans

Tableau de Variation des immobilisations :**Valeur brute :**

Immobilisations corporelles	Stock au 31/12/2023	Acquisition	Activation	Cession	Stock au 31/12/2024
<i>Aménagement et constructions</i>	157	0			157
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	1,021	28			1,049
<i>Mobilier</i>	161	0			161
TOTAL	1,339	28	0	0	1,367

Unité : k€

Immobilisations incorporelles	Stock au 31/12/2023	Acquisition	Activation	Cession	Stock au 31/12/2024
--------------------------------------	----------------------------	--------------------	-------------------	----------------	----------------------------

<i>Concessions et droits similaires, brevets, licences</i>	24,251	0	5,301	3,165	26,386
TOTAL	24,251	0	5,301	3,165	26,386

Unité : k€

Amortissements :

Amortissement immobilisations corporelles	Stock au 31/12/2023	Amortissement	Dépréciations	Cession	Stock au 31/12/2024
<i>Aménagement et constructions</i>	49	31			81
<i>Matériel de bureau et informatique</i>	687	258			946
<i>Mobilier</i>	61	32			93
TOTAL	797	322	0	0	1,120

Unité : k€

Amortissement immobilisations incorporelles	Stock au 31/12/2023	Amortissement	Dépréciations	Cession	Stock au 31/12/2024
<i>Concessions et droits similaires, brevets, licences</i>	10,710	8,898		3,165	16,442
TOTAL	10,710	8,898	0	3,165	16,442

Unité : k€

NOTE 5 : AUTRES ACTIFS

Les autres actifs s'élèvent à 11,835 k€ au 31/12/2024 vs. 3,075 k€ au 31/12/2023. Ils se composent essentiellement de l'actif net de surdimensionnement FCT 1 pour 147k€, et de l'actif net de surdimensionnement FCT 2 pour 8,994k€. Ces actifs correspondent à de la surcollatéralisation due par la cession des créances faites aux FCT, diminuée des excess spread perçus et des provisions de charges liées à ces créances cédées.

Parmi les autres composants, on retrouve les dépôts de garanties pour 717 k€ incluant le dépôt de garantie des locaux divers locaux d'Alma ainsi que les dépôts de garantie pour les salariés en portage salarial. Et 1,059k€ de TVA déductible et de TVA sur les FNP.

Autres Actifs	31/12/2024	31/12/2023
Dépôts de garantie	717	916
FAE	410	506
TVA déductible et sur FNP	1,059	1,178
Actif net de surdimensionnement FCT 1	147	0
Actif net de surdimensionnement FCT 3	8,994	0
Autres	507	475
Total	11,834	3,075

Unité : k€

NOTE 6 : COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF

Les comptes de régularisation à l'actifs s'élèvent à 1,801 k€ au 31/12/2024 vs. 785 k€ au 31/12/2023. Ils se composent exclusivement de charges constatées d'avance pour 1,801 k€ détaillé ci-dessous :

COMPTE DE RÉGULARISATION ACTIF	31/12/2024	31/12/2023
<i>Charges constatées d'avance</i>	1,801	785
Total	1,801	785

Unité : k€

NOTE 7 : DETTES SUR LES EC ET ASSIMILÉS

Ce poste recouvre les dettes à l'égard d'établissements de crédit et assimilés à l'exception des emprunts subordonnés et des dettes matérialisées par un titre. Alma ne dispose pas de dettes à vue au 31/12/2024. Les dettes à terme représentent la totalité due auprès les établissements de crédits et assimilés. A noter que le tableau ci-dessous présente la répartition des emprunts en fonction de leur date de maturité finale :

DETTES EC ET ASSIMILÉES	31/12/2024	31/12/2023
< 3 mois	75	1,637

3 - 6 mois	0	0
6 - 12 mois	10,859	11,634
1 - 5 ans	0	1,951
> 5 ans	10,934	15,222
Total	31/12/2024	31/12/2023

Unité : k€

NOTE 8 : DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

Les dettes représentées par des titres sont composés d'emprunts obligataires non convertibles dont la maturité est détaillée ci-dessous. A noter que ces dettes ont induit la présence de covenants.

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	31/12/2024	31/12/2023
< 3 mois		
3 - 6 mois	275	300
6 - 12 mois	13,000	
1 - 5 ans		13,000
Total	13,275	13,300

Unité : k€

NOTE 9 : OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

Au 31/12/2024, les opérations avec la clientèle s'élèvent à 18707 k€ vs. 13680 k€ au 31/12/2023. Ce poste est composé de 18707 k€ de dettes marchands. Il s'agit de dettes marchands, qui représentent les paiements dus à la réception des premières échéances réglées par les consommateurs. A noter que les sommes dues aux marchands avant le paiement du fruit des transactions de leurs clients sont reconnues comme engagements donnés en Hors Bilan.

Opérations avec la clientèle - Passif	31/12/2024	31/12/2023
Dettes marchands	18,707	13,680
Total	18,707	13,680

Unité : k€

NOTE 10 : AUTRES PASSIFS

AUTRES PASSIFS	31/12/2024	31/12/2023
FCT Alma	9,009	9,099
Passifs sociaux et associés	4,518	2,795
Fournisseurs et comptes rattachés	4,098	3,697
ICNE sur placement	0	59
Passifs fiscaux	2,238	1,222
Total	19,863	16,872

Unité : k€

- Le poste FCT Alma reprend la position nette entre Alma et ses fonds communs de titrisation à l'arrêté égal au net entre les créances cédées aux fonds, les collectes et la performance redistribuée ;
- Les passifs sociaux et associés sont principalement composés des provisions pour congés payés, des cotisations prévoyance et de sécurité sociale ;
- Les passifs fiscaux correspondent à la position nette de TVA collectée et des charges à payer à l'État.

NOTE 11 : COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

Au 31/12/2024, les comptes de régularisation passifs s'élèvent à 456 k€ vs. 487 k€ au 31/12/2023. Ce poste est composé principalement de 427 k€ de PCA.

COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Autres charges à payer	29	31
Produits constatés d'avance	427	340
Suspens issuing cartes	0	116
Total	456	487

Unité : k€

NOTE 12 : PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour risques et charges de 282 k€ a été dotée pendant l'exercice se clôturant au 31 décembre 2021, provision maintenue au 31 décembre 2024.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	31/12/2024	31/12/2023
Provision pour risques	282	282
Provision pour perte de change	3	3
Total	285	285

Unité : k€

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres sont composés de :

- Le capital souscrit appelé et versé qui est égal à la valeur nominale des actions, parts et autres titres composant le capital social
- Les primes d'émission liées au capital souscrit
- Les bons de souscription d'actions
- Le report à nouveau qui est le montant du résultat cumulé des exercices précédents
- Le résultat de l'exercice en cours

Ci dessous le tableau de variation des capitaux propres :

CAPITAUX PROPRES	31/12/2023	Augmentation	Diminution	Affectation	31/12/2024
Capital social	374	0			374
Prime d'émission	140,936	68			141,003
Bons de souscriptions d'actions	1,911				1,911
Report à nouveau	-43,014			-28,233	-71,247
Résultat de l'exercice	-28,233		-13,987	28,233	-13,987
Total	71,973	68	-13,987	0	58,055

Unité : k€

Notes sur le Hors Bilan

Les hors bilan au 31/12/2024 sont composés :

- Des montants octroyés aux consommateurs finaux mais pas encore payés aux marchands partenaires pour 7,557 k€ ;
- Des montants octroyés aux consommateurs finaux mais pas encore payés aux marchands partenaires, concernant des créances cédées aux FCT Alma 2021 (1,611k€) et FCT Alma 2024 (6,277k€)

	31/12/2024	31/12/2023
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS	15,445	12,531
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	222	
ENGAGEMENTS SUR TITRES		
ENGAGEMENTS DONNÉS	15,667	12,531
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS SUR TITRES		
CRÉANCES SUR LES EC ET ASSIMILÉS	0	0

Notes sur le Compte de résultat**NOTE 14 : INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS**

Les intérêts et produits assimilés de 1,690 k€ vs. 764 k€ au 31/12/2023 correspondent aux intérêts des crédits longs accordés aux consommateurs ayant utilisé Alma pour 684 k€ et des intérêts sur placement de trésorerie pour 1,005 k€.

INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts crédit long	684	677
Intérêts sur placements	1,005	86

Total	1,689	764
--------------	--------------	------------

Unité : k€

NOTE 15 : INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉS

Les intérêts et charges assimilés de -1,451 k€ vs. -1,067 k€ au 31/12/2023 correspondent aux intérêts des emprunts souscrits auprès des établissements de crédit pour -574 k€ et des intérêts sur emprunts obligataires pour -877 k€.

INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	31/12/2024	31/12/2023
Sur les EC et assimilés	-574	-306
Sur emprunts obligataires	-877	-761
Total	-1,451	-1,067

Unité : k€

NOTE 16 : REVENUS DES TITRES À REVENU FIXE

Les revenus des titres à revenu fixe sont les intérêts de la tranche mezzanine du FCT Alma 2022 pour 0 k€ vs 935 k€ au 31/12/2023. Il n'y a plus de revenus des titres à revenu fixe en 2024, en raison de la clôture du FCT Alma 2022.

REVENUS DES TITRES À REVENU FIXE	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts de la tranche mezzanine du FCT Alma 2022	0	935
Total	0	935

Unité : k€

NOTE 17 : COMMISSION

Une partie des commissions reçues sur les produits de financement et de BNPL au même rythme que sont reconnus leurs coûts directs. Les produits associés à des créances cédées à des FCT sont reconnus immédiatement. L'étalement du CA consiste à reconnaître sur la durée du financement les commissions, rémunérant la solution de financement selon la méthode du capital restant dû. Cette méthodologie est également utilisée pour l'étalement du CA des produits liés au BNPL et ce, depuis 2023.

Commissions produits :

COMMISSIONS - PRODUITS	31/12/2024	31/12/2023
BNPL	58,968	38,716
Produits de Financement	4,632	5,588
D2C	0	35
Total	63,600	44,339

Les produits de commissions sont principalement sur les produits P2X au P8X car ils représentent la majorité des flux d'Alma. Ces commissions sont payées par les marchands et les clients en contrepartie du service rendu par Alma qui porte la créance des clients finaux.

Commissions charges :

Les charges de commission de -10,565 k€ au 31/12/2024 vs. -7,114 k€ au 31/12/2023 sont réparties entre :

- Les frais pour l'acquisition des flux de carte permettant aux clients de payer directement avec leur carte sur les TPE ou en ligne ;
- Les prestataires de virement utilisés par Alma pour transférer aux marchands le fruit de leurs transactions.

COMMISSIONS - CHARGES	31/12/2024	31/12/2023
Acquisition de flux de cartes	-10,415	-7,114
Prestataire de virements	-151	0
Total	-10,566	-7,114
COMMISSIONS - CHARGES	31/12/2024	31/12/2023

NOTE 18 : GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS

Au 31/12/2024 les gains ou pertes sur opérations de portefeuilles correspondent pour la totalité à la dotation aux provisions pour dépréciation des titres de placement de la tranche junior du FCT 2. Les dotations au cours de l'exercice correspondantes s'élèvent à -3,153 k€ vs. -10,794 k€ au 31/12/2023

GAINS OU PERTES SUR OPÉRATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILÉS	31/12/2024	31/12/2023
Dot. aux prov. pour dépré. des titres de placement de la tranche junior du FCT2	-3,153	-10,794
Total	-3,153	-10,794

Unité : k€

NOTE 19 : AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE

Les autres produits d'exploitation bancaire de 1,078 k€ vs. 1,151 k€ au 31/12/2023 sont principalement composés des commissions reçues par Alma en tant qu'agent de calcul et servicer du FCT Alma 2022 (1078k€).

Les autres charges d'exploitation bancaire de -274 k€ vs. -1,980 k€ au 31/12/2023 sont principalement composées des charges bancaires et de la liquidation du FCT Alma 2022.

Autres produits et autres charges d'exploitation bancaire	31/12/2024		31/12/2023	
	Produit	Charge	Produit	Charge
Charges et produits liés aux FCT	1,078	0	1,151	0
Autres	0	-274	0	-1,980
Pertes sur cessions de créances	0	0	0	-288
Total	1,078	-274	1,151	-2,268

Unité : k€

NOTE 20 : CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

Au 31/12/2024 Les charges générales d'exploitation s'élèvent à -41,562 k€ vs. -45,295 k€ au 31/12/2023 et se composent comme suit :

Charges générales d'exploitation €	31/12/2024	31/12/2023
Autres achats et charges externes	-15,637	-21,619
Salaires et traitements	-19,024	-18,953
Charges sociales	-10,498	-10,997
Impôts, taxes et versements assimilés	-1,704	-1,148
Production immobilisée	5,301	7,422
Total	-41,562	-45,295

Unité : k€

NOTE 21 : COÛT DU RISQUE

Le coût du risque reprend toutes les dotations et reprises sur dépréciation de créances auprès des clients et des marchands. Il reprend également les dotations sur provisions des actifs de surdimensionnement des FCT 2021 et 2024. Cette provision permet d'observer en comp tabilité, l'exhaustivité des coûts prévus sur la durée de vie des créances cédées au fonds.

Pour rappel, les créances client sont dépréciées en suivant les profils historiques de recouvrement :

- A partir de 30 jours de retard sur les produits de BNPL (P2X au P4X)
- A partir de 90 jours de retard pour les offres de financements

Les créances sur marchands débiteurs sont dépréciées après 90 jours de retard.

Tableau récapitulatif du coût du risque	31/12/2023	31/12/2022
ALMA Clients	-3,714	-1,451
ALMA Marchands	-1,115	-729
Assurance	0	236
Provision de l'actif de surdimensionnement du FCT 2021	-3,217	0
Provision de l'actif de surdimensionnement du FCT 2024	-6,224	0
Total	-14,270	-1,944

Unité: k€

Dotation nette aux dépréciations clients finaux	31/12/2024	31/12/2023	Variation
---	------------	------------	-----------

Créances clients	-3,714	-5,493	-1 779
Créances marchands	-1,115	-729	386

Unité: k€

Remboursement d'assurance reçus	31/12/2024	31/12/2023
Total	0	236

Unité: k€

NOTE 22 : COÛT DU RISQUE
Au 31/12/2024 les impôts sur les bénéfices étaient composés essentiellement du Crédit d'impôt famille pour 98 k€.

IMPÔTS	31/12/2024	31/12/2023
Crédit Impôt Recherche	-23	-18
Crédit Impôt Famille	98	66
Crédit Impôt Innovation	66	0
Total	141	48

Unité: k€

Autres informations

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	37,338,080	0.01
Titres émis pendant l'exercice	11,063	0.01
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	37,349,143	0.01

Le capital social est fixé à la somme de 373 k€, divisé en 37,349 k actions ordinaires de valeur nominale de 0.01 €, entièrement souscrites et libérées.

Proposition d'affectation du résultat

Nous proposons d'affecter la perte de l'exercice, soit la somme de -13,987 k€ en totalité au compte de report à nouveau.
Le solde du compte report à nouveau sera porté de la somme de -71,247 k€ à la somme de -85,234 k€.
Le résultat par action au 31/12/2024 est de -0.37 €.

Point sur les BSPCE

Le stock de BSPCE au sein d'ALMA a connu les variations décrites ci-dessous :

BSPCE				
Total au 30/06/2020	2,202,798.00			
Date	Nombre émis	Exercice	Cancelation	Solde
29/01/2021		13,608		2,189,190

29/01/2021		8,316		2,180,874
29/01/2021		12,312		2,168,562
29/01/2021		6,696		2,161,866
01/02/2021		15,012		2,146,854
01/02/2021		25,920		2,120,934
10/02/2021		28,188		2,092,746
27/05/2021	181,175			2,273,921
Total au 30/06/2021				2,273,921
27/02/2021	128,054			2,401,975
31/08/2021	10,829			2,412,804
31/08/2021	113,267			2,526,071
18/09/2021	463,176			2,989,247
04/10/2021	40,420			3,029,667
18/10/2021	84,081			3,113,748
02/11/2021	10,044			3,123,792
15/11/2021	96,587			3,220,379
15/11/2021	25,730			3,246,109
Total au 31/12/2021				3,246,109
2/17/2022		914		3,245,195
5/27/2022		7,500		3,237,695
6/3/2022		506		3,237,189
7/22/2022		2,816		3,234,373
8/23/2022		3,475		3,230,898
9/1/2022		8,000		3,222,898
9/8/2022	86,486			3,309,384
10/1/2022		283		3,309,101
10/6/2022		390		3,308,711
11/14/2022		2,004		3,306,707
12/20/2022	189,901			3,496,608
Total au 31/12/2022				3,496,608
01/31/2023	0	32,129	900,798	2,563,681
02/28/2023	0	6,428	21,675	2,535,578
03/31/2023	0	0	9,302	2,526,276
04/30/2023	0	1,898	6,515	2,517,863
05/31/2023	0	4,200	197,471	2,316,192
06/30/2023	0	107	165,113	2,150,972
07/31/2023	0	0	57,411	2,093,561
08/31/2023	0	5,897	8,251	2,079,413
09/30/2023	0	0	3,031	2,076,382
10/31/2023	0	425	8,836	2,067,121
11/30/2023	837,929	0	164,273	2,740,777
12/31/2023	0	0	7,177	2,733,600
Total au 31/12/2023				2,733,600

31/01/2024	0	0	2,546	2,731,054
29/02/2024	0	339	10,930	2,719,785
31/03/2024	0	182	3,308	2,716,295
30/04/2024	0	3,300	11,799	2,701,196
31/05/2024	511,912	0	8,013	3,205,095
30/06/2024	0	0	4,508	3,200,587
31/07/2024	0	1,399	44,085	3,155,103
31/08/2024	0	0	10,041	3,145,062
30/09/2024	0	0	2,111	3,142,951
31/10/2024	0	5,843	4,629	3,132,479
30/11/2024	0	0	8,201	3,124,278
31/12/2024	189,486	0	3,905	3,309,859
Total au 31/12/2024				3,309,859

Point sur les BSA**Variation 2024**

Aucune émission ou exercice de BSA n'a eu lieu sur l'exercice 2024.

Détail des dernières émissions du stock de BSA :

Date	Nombre émis	Exercice	Cancellation	Solde
02/05/2018	140,400			140,400
02/05/2018	140,400			280,800
Total au 30/06/2018				280,800
22/11/2019		35,100		245,700
22/11/2019			105,300	140,400
20/12/2019	1,295,598			1,435,998
Total au 30/06/2020				1,435,998
18/12/2020	7,503,469			8,939,467
18/12/2020	3,030,193			11,969,660
02/02/2021		107,244		11,862,416
14/05/2021	328,407			12,190,823
Total au 30/06/2021				12,190,823
28/01/2022	4,933,052			17,123,875
28/01/2022	1,402,609			18,526,484
28/01/2022	326,012			18,852,496
Total au 31/12/2022				18,852,496
Ajustement sur le solde de BSA au 30/06/2020	5,186,267			24,038,763
Ajustement sur le solde de BSA au 30/06/2021	-2		33,156	24,005,605
Ajustement sur le solde de BSA au 31/12/2022	277,308			24,282,913
Total au 31/12/2023				24,282,913
Total au 31/12/2024				24,282,913

Engagements de retraite

A la vue de la taille de la structure, de l'âge, de l'effectif et de la nature de l'activité, aucun engagement de retraite n'a été comptabilisé.

Effectifs
Les effectifs sont passés de 301 au 31/12/2023 à 292 au 31/12/2024.

Effectifs	31/12/2024	31/12/2023
Ingénieurs et cadres	290	299
Mandataires sociaux	2	2
Total	292	301

Honoraires CAC

Honoraires CAC	31/12/2024	31/12/2023
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés - Mazars	53	63
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés - Arvor Finance	34	37
SACC Mazars	6	7
SACC Arvor	6	7
Total	99	114

Unité: k€

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels
(Exercice clos le 31/12/2024)

Aux associés,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l’audit des comptes annuels de la société ALMA relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit

Fondement de l’opinion

Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l’opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans le paragraphe « Correction d’erreur relative à la comptabilisation des opérations liées aux FCT 2021 et traitement comptable du FCT 2024 » de la note des « Principes et méthodes comptables » en page 4 de l’annexe des comptes annuels concernant la correction d’erreur relative à la comptabilisation des opérations liées au FCT 2021.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

Provisionnement des risques de crédit et de contrepartie

Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit et de contrepartie inhérents à ses activités (voir note « Principes et méthodes comptables » et notes 2 et 21 de l’annexe aux comptes annuels). Nous avons revu le dispositif méthodologique de dépréciation et de couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles.

Evaluation des actifs de surcollatéralisation

Votre société constitue des dépréciations sur ses actifs de surcollatéralisation (voir note « Principes et méthodes comptables » et note 5 « Autres actifs » de l'annexe aux comptes annuels). Nous avons revu le dispositif méthodologique de dépréciation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels à l'exception du point ci-dessous :

- La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations de financement et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du

contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article L.823-16 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris La Défense et Rennes, le 22 mai 2025
Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars
Jean Latorzeff

Arvor Finance
Arnaud FROMONT